

Il est essentiel d'abord de promouvoir la tolérance. Ce n'est pas une tâche facile. Les gens trouvent toutes sortes de raisons d'être intolérants : haines ancestrales, idées fausses, ignorance, rancœur ou peur, uniquement parce que certaines personnes sont «différentes». L'insécurité économique engendre également le ressentiment et l'intolérance.

Les gouvernements ne peuvent à eux seuls assurer un climat de tolérance - toute la société doit pousser à la roue. Ils peuvent toutefois déclarer que l'intolérance est inacceptable et prendre des mesures précises pour protéger les droits des minorités.

La persécution ou un traitement différent fondés sur la race, la religion, l'origine ethnique ou la langue peuvent être interdits. Les gouvernements peuvent alors recourir à leurs lois pour poursuivre les contrevenants. Ma délégation proposera des mesures précises à cet égard.

Nous devons également nous pencher sur des questions qui ont été négligées jusqu'ici, par exemple les droits des peuples autochtones. Nous n'avons pas pu réaliser de progrès dans ce dossier à Moscou. Ma délégation collaborera avec les délégations du Danemark et d'autres pays pendant la présente réunion pour assurer l'inclusion, dans notre offre finale, de dispositions sur cette importante question.

Migrations

Monsieur le Président,

Nous devons également nous concentrer sur les questions qui risquent de susciter des conflits, par exemple les migrations. À Prague, nous avons convenu que nous tiendrions une rencontre d'experts sur les migrations. Les participants à la réunion de Helsinki doivent fixer la date de cette rencontre. Le plus tôt sera le mieux. Nous ne pouvons nous permettre de reporter plus longtemps une discussion sérieuse entre les pays de la CSCE sur ce dossier.

Prospérité économique et protection de l'environnement

Monsieur le Président,

La prospérité économique est essentielle à la sécurité. Il n'existe aucune sécurité dans les régions affligées par la pauvreté et les privations. Le document de Bonn, qui contenait des engagements sans précédent en faveur de l'établissement d'économies de marché, reconnaissait ce fait.

La CE, l'OCDE, le G-24 et la Commission économique pour l'Europe ont accompli jusqu'ici d'excellents progrès dans l'exécution des programmes de coopération décrits à Bonn. Il reste toutefois